

Communiqué de presse | Action Justice Climat

dénonce Amazon et ses liens avec ICE

Paris, le 13 février 2026 - 34 activistes d'Action Justice Climat ont pénétré l'enceinte du siège social d'Amazon pour dénoncer les liens étroits unissant la multinationale et l'entreprise Palantir, dans un projet de collecte de données et de surveillance massive servant les intérêts de la police de l'immigration américaine (ICE). Une telle action de dénonciation n'avait pas encore eu lieu en France.



photo par Rémy El Sibaïe

Ce vendredi 13 février au matin et en cette veille de Saint-Valentin, une livraison bien spéciale attendait le géant de la distribution **Amazon**. Des cadeaux ont été déposés et une banderole affichant "Aux US, en France, la police tue" et "ICE, le racisme à son prime" a été simultanément déployée pour dénoncer ses contrats avec **Palantir Technologies**, entreprise alimentant la machine raciste de la police de l'immigration étatsunienne¹. En effet, Amazon collecte des données biométriques (visages, empreintes, etc.) sur les personnes immigrées et apparentées pour ses nombreux clients, parmi lesquels figurent Palantir Technologies².

La mise à disposition de ces données par Palantir a montré ses conséquences dramatiques : profilages, traques, arrestations et déportations de personnes immigrées dans des conditions souvent inhumaines. Alors que la situation outre-Atlantique ne cesse de s'aggraver, la France continue d'entretenir des liens avec Amazon et Palantir, dont les

contrats avec les renseignements français, notamment avec la DGSI, ont récemment été renouvelés jusqu'en 2028³.

En France et plus globalement en Europe, de grandes entreprises ont également fourni aux services étatsuniens des moyens de contrôle et de surveillance, comme l'entreprise anglaise **Deloitte**, les français **Parrot** ou **Thales** et évidemment **CapGemini**⁴, qui vient de réagir sous la pression médiatique en vendant sa part, sans pour autant démanteler le service vendu.

Les agissements criminels de la police de l'immigration (ICE) ne sont pas sans rappeler les violences récemment survenues en France, en s'inscrivant dans la continuité d'un climat d'insécurité et de discrimination vécu par les personnes immigrées sur notre territoire. Cette escalade de la violence trouve aujourd'hui des soutiens en France que ce soit à droite et à l'extrême droite, allant jusqu'à appeler à l'application de méthodes similaires à celles de l'ICE.

"Outre une incursion majeure dans la vie privée et une atteinte aux libertés fondamentales, Amazon permet à une entreprise comme Palantir de fournir les données qui servent à coordonner une traque et une répression massive contre les personnes immigrées, entraînant parfois des conséquences mortelles", déclare Marion Gués Lucchini, porte-parole d'Action Justice Climat. Elle poursuit : "Quand on sait que des services de renseignement français font appel à une entreprise comme Palantir pour alimenter leur plateforme de données, cela couplé à la montée générale du climat de violence et du discours de haine contre les personnes immigrées en France, il y a lieu de s'inquiéter, de s'indigner et de tirer la sonnette d'alarme".

Le 14 janvier dernier, le décès d'El Hacem Diarra dans le 20ème arrondissement de Paris a montré une nouvelle fois l'ampleur dramatique du phénomène des violences policières en France. En 2024, 52 personnes sont mortes suite à une intervention des forces de l'ordre, selon le média *Basta!*⁵.

Le racisme gagne toujours plus de terrain, permis par des discours de haine et des activités menées impunément par des multinationales, dont les contrats avec les gouvernements empêchent ces derniers d'agir pour les arrêter, lorsqu'ils ne sont pas complètement complices.

Tandis que la question de la souveraineté numérique s'impose aux dirigeants français et, plus largement européens, il s'agit de rappeler la menace que ces alliances font peser sur l'Etat de droit. Action Justice Climat appelle le gouvernement à prendre des mesures fortes pour s'assurer que ces alliances ne gagnent pas du terrain en France, en limitant notamment la place d'Amazon sur le territoire. L'organisation dénonce par ailleurs la place offerte à ces entreprises en France, tandis que celles-ci pourraient vraisemblablement contribuer à instaurer des pratiques de profilage et de traque servant les obsessions racistes d'une partie de la classe politique.

Contact presse

Joséphine Lebreton, 06 70 73 61 20 presse@actionjusticeclimat-paris.fr

Sources

- 1: The New York Times, 30 mai 2025 : "[Trump Taps Palantir to Compile Data on Americans](#)"
- 2: Factually, 26 janvier 2026 : "[Amazon and Ice](#)"
- 3: Radio France, 16 décembre 2025 : "[Quand la DGSJ récidive et se réengage avec le sulfureux Palantir](#)"
- 4: Bon Pote, 27 janvier 2026 : "[ICE : la complicité des entreprises et médias français](#)"
- 5: Basta!, 26 juin 2025 : "[« Refus d'obtempérer », « malaises » en détention... 52 décès liés à une intervention policière en 2024](#)"